HELMUT WAGNER

L'ANARCHISME ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE



PRINCIPLES, PROPOSITIONS & DISCUSSIONS
FOR LAND & FREEDOM

<u>AN INTRODUCTORY WORD TO THE ‘ANARCHIVE’</u>
“Anarchy is Order!”

‘I must Create a System or be enslav’d by
another Man’s.
I will not Reason & Compare: my business
is to Create’
(William Blake)

During the 19th century, anarchism has develloped as a result of a social current which aims for freedom and happiness. A number of factors since World War I have made this movement, and its ideas, dissapear little by little under the dust of history.
After the classical anarchism – of which the Spanish Revolution was one of the last representatives–a ‘new’ kind of resistance was founded in the sixties which claimed to be based (at least partly) on this anarchism. However this resistance is often limited to a few (and even then partly misunderstood) slogans such as ‘Anarchy is order’, ‘Property is theft’,...

Information about anarchism is often hard to come by, monopolised and intellectual; and therefore visibly disapearing. The ‘anarchive’ or ‘anarchist archive’ Anarchy is Order (in short **A.O**) is an attempt to make the ‘**principles, propositions and discussions**’ of this tradition available again for anyone it concerns. We believe that these texts are part of our own heritage. They don’t belong to publishers, institutes or specialists.

These texts thus have to be available for all anarchists an other people interested. That is one of the conditions to give anarchism a new impulse, to let the ‘new anarchism’ outgrow the slogans. This is what makes this project relevant for us: we must find our roots to be able to renew ourselves. We have to learn from the mistakes of our socialist past. History has shown that a large number of the anarchist ideas remain

standing, even during the most recent social-economic developments.

'Anarchy Is Order' does not make profits, everything is spread at the price of printing- and papercosts. This of course creates some limitations for these archives.
Everyone is invited to spread along the information we give . This can be done by copying our leaflets, printing texts from the CD (collecting all available texts at a given moment) **that is available or copying it, e-mailing the texts to friends and new ones to us,... Become your own anarchive!!!**
(Be aware though of copyright restrictions. We also want to make sure that the anarchist or non-commercial printers, publishers and autors are not being harmed. Our priority on the other hand remains to spread the ideas, not the ownership of them.)

The anarchive offers these texts hoping that values like **freedom, solidarity and direct action** get a new meaning and will be lived again; so that the struggle continues against the

"...demons of flesh and blood, that sway scepters down here;
and the dirty microbes that send us dark diseases and wish to squash us like horseflies;
and the will-'o-the-wisp of the saddest ignorance."
(L-P. Boon)

The rest depends as much on you as it depends on us. Don't mourn, Organise!

Comments, questions, criticism, cooperation can be sent toA.O@advalvas.be.
A complete list and updates are available on this address, new texts are always

WELCOME!!

L'ANARCHISME ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

par

HELMUT WAGNER

[Des Textes] http://www.ldmcom.org/adel_spartacus/adel1.html

[Des Sites] http://www.ldmcom.org/adel_spartacus/sites.html

Tiré de Raetekorrespondenz N°21. Avril 1937.

I. C. C. Vol. 3, n°' 5 et 6—Juin 1937 (Helmut Wagner. Traduit de Raetekorrespondenz).

I

Les luttes héroïques des ouvriers espagnols marquent une étape dans le développement du mouvement prolétarien international. Elles ont enrayé la progression jusque-là victorieuse du fascisme et, en même temps, impulsé une nouvelle période d'expansion des luttes de classes. Mais la portée de la guerre civile espagnole pour le prolétariat mondial ne se limite pas à cet aspect. Son importance réside aussi dans le fait qu'elle a mis à l'épreuve les théories et les tactiques de l'anarchisme et de l'anarcho- syndicalisme.

L'Espagne a été de tous temps le foyer traditionnel de l'anarchisme. L'énorme influence que les doctrines anarchistes y ont acquise ne peut s'expliquer que par la structure particulière des classes dans ce pays. La théorie proudhonienne des artisans individuels et indépendants, comme l'application par Bakounine de cette morne théorie aux usines, ont trouvé un soutien passionné parmi les petits paysans, les ouvriers d'usines et les ouvriers agricoles. Les doctrines anarchistes ont été adoptées par de larges fractions du prolétariat espagnol et c'est à cela que l'on doit la levée spontanée des ouvriers contre le soulèvement fasciste.

Nous ne voulons cependant pas dire que le déroulement de la lutte a été déterminé par l'idéologie anarchiste, ou qu'il reflète le but des anarchistes. Au contraire, nous allons démontrer que les anarchistes ont été poussés à abandonner beaucoup de leurs vieilles idées et à accepter en échange des compromis de la pire espèœ. En analysant ce proœssus, nous allons démontrer que l'anarchisme était incapable de tenir tête à la situation, non pas à cause de la faiblesse du mouvement qui n'en aurait pas permis une application pratique, mais parce que les méthodes anarchistes pour organiser les différentes phases de la lutte étaient en contradiction avec la réalité objective. Ce type de situation révèle des similitudes frappantes avec œlle des bolcheviks russes en 1917. Les bolcheviks russes ont été forcés d'abandonner une à une leurs vieilles théories, jusqu'à en être réduits à exploiter les ouvriers et les paysans selon les méthodes capitalistes bourgeoises; de même, les anarchistes en Espagne sont maintenant forcés d'accepter les mesures qu'ils ont jadis dénoncées comme œntralistes et répressives. Le déroulement de la Révolution russe a démontré que les théories bolcheviques n'étaient pas valables pour résoudre les problèmes de la lutte de classe

prolétarienne; de même, la guerre civile espagnole révèle l'incapacité des doctrines anarchistes à résoudre ces mêmes problèmes.

Il nous semble important d'élucider les erreurs commises par les anarchistes parce que leur lutte courageuse a conduit beaucoup d'ouvriers - qui voient clairement le rôle de traîtres joué par les représentants de la IIe et IIIe Internationales—à croire, qu'après tout, les anarchistes ont raison. De notre point de vue, une telle opinion est dangereuse car elle tend à accroître la confusion déjà grande au soin de la classe ouvrièrere. Nous considérons qu'il est de notre devoir de démontrer, à partir de l'exemple espagnol, que l'argumentation anarchiste contre le marxisme est fausse, que c'est la doctrine anarchiste qui a échoué. Quand il s'agit de comprendre une situation donnée, ou de montrer des voies et les méthodes dans une lutte révolutionnaire précise, le marxisme sert encore de guide et s'oppose au pseudo-marxisme des Partis de la IIe et IIIe Internationales.

La faiblesse des théories anarchistes a d'abord été démontrée à propos de l'organisation du pouvoir politique. D'après la théorie des anarchistes, il suffirait pour assurer et garantir la victoire révolutionnaire, de iaisser le fonctionnennent des usines aux mains des syndicats. Les anarchistes n'ont donc jamais essayé d'enlever le pouvoir au gouvernement de Front Populaire. Ils n'ont pas non plus travaillé à la mise sur pied d'un pouvoir politique des conseils (soviets). Au lieu de faire de la propagande pour la lutte de classes contre la bourgeoisie, ils ont prêche la collaboration de classes à tous les groupes appartenant au front antifasciste. Quand la bourgeoisie a commencé à s'attaquer au pouvoir des organisations ouvrières, les anarchistes ont rejoint le nouveau gouvernernent, ce qui constitue une importante déviation par rapport à leurs

principes de base. Ils ont essayé d'expliquer œ geste en alléguant qu'en raison de la collectivisation, le nouveau gouvernement de front populaire ne représenterait plus comme avant un pouvoir politique, mais un simple pouvoir économique, puisque ses membres étaient des représentants des syndicats, auxquels appartenaient pourtant des membres de la petite bourgeoisie de l'Esquerra (1). L'argument des anarchistes est le suivant: puisque le pouvoir est dans les usines, et que les usines ont contrôlées par les syndicats, le pouvoir est donc entre les mains des ouvriers. Nous verrons plus loin comment cela fonctionne en réalité.

Le décret de dissolution des milices est paru pendant que les anarchistes étaient au gouwrnernent. L'incorporation des milices dans l'armée régulière, la suppression du P. O. U. M. (2) à Madrid ont été décrétées avec leur approbation. Les anarchistes ont aidé à organiser un pouvoir politique bourgeois mais n'ont rien fait pour la formation d'un pouvoir politique prolétarien.

Notre intention n'est pas de rendre les anarchistes responsables de l'évolution suivie par la lutte antifasciste et de son détournement vers une impasse bourgeoise. D'autres facteurs doivent être incriminés, en particulier l'attitude passive des ouvriers dans les autres pays. Ce que nous critiquons le plus sévèrement est le fait que les anarchistes aient cessé de travailler pour une révolution prolétarienne réelle, et qu'ils se soient identifiés au processus dans lequel ils étaient impliqués. Ils ont ainsi occulté l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie, et ont donné cours à des illusions pour lesquelles nous craignons qu'ils n'aient à payer eux-mêmes très cher dans le futur. Les tactiques des anarchistes espagnols ont eu droit à un certain nombre de critiques dans les groupes libertaires de l'étranger certaines de ces critiques en arrivent même à les accuser

de trahison à l'égard des idéaux anarchistes. Mais comme leurs auteurs ne réalisent pas la véritable situation à laquelle sont confrontés leurs camarades espagnols, ces critiques restent négatives.

Il ne pouvait en être autrement. Les doctrines anarchistes n'apportent tout simplement pas de réponse appropriée aux questions que soulève la pratique révolutionnaire. Pas de participation au gouvernement, pas d'organisation du pouvoir politique, syndicalisation de la production voilà les mots d'ordre anarchistes de base. De tels mots d'ordre ne vont effectivement pas dans le sens des intérêts de la révolution prolétarienne. Les anarchistes espagnols sont retombés dans les pratiques bourgeoises parce qu'ils ont été incapables de remplacer leurs irréalisables mots d'ordre par les mots d'ordre révolutionnaires du prolétariat. Les critiques et les conseillers libertaires étrangers ne pouvaient offrir de solutions car ces problèmes ne peuvent être résolus que sur la base de la théorie marxiste.

La position la plus extrême parmi les anarchistes dé l'étranger est œlle des anarchistes hollandais (à l'exception des anarcho-syndicalistes hollandais du N. S. V.—Netherlands Syndicalist Vuband). Les anarchistes de Hollande s'opposent à toute lutte employant des armes militaires parce qu'une telle lutte est en contradiction avec l'idéal et le but anarchistes. Ils nient l'existence de classes. En même temps, ils ne peuvent s'empercher d'exprimer leur sympathie pour les masses en lutte contre le fascisme. En réalité, leur position équivaut à un sabotage de la lutte. Ils dénonœnt toute action ayant pour but d'aider les ouvriers espagnols, telle que l'envoi d'armes. Le fond de leur propagande est celui-ci: tout doit être fait pour éviter l'extension du conflit à d'autres pays d'Europe. Ils prônent la résistance passive à la Ghandi, dont la philosophie, appliquée à la réalité

objective, aboutit à la soumission de travailleurs sans défense aux bourreaux fascistes.

Les anarchistes d'opposition maintiennent que le pouvoir centralisé exercé par la dictature du prolétariat ou par un état-major militaire, mène à une autre forme de répression des masses. Les anarchistes espagnols répondent en faisant remarquer que eux (en Espagne) ne luttent pas pour un pouvoir politique centralisé; au contraire, ils favorisent la syndicalisation de la production, ce qui exclut l'exploitation des travailleurs. Ils croient sérieusement que les usines sont aux mains des ouvriers et qu'il n'est pas nécessaire d'organiser toutes les usines sur une base centraliste et politique. Cependant, l'évolution réelle a déjà prouvé que la centralisation de la production est en cours et les anarchistes sont forcés de s'adapter aux nouvelles conditions, même si c'est contre leur volonté. Partout où les ouvriers anarchistes négligent d'organiser leur pouvoir politiquement et d'une manière centralisée dans les usines et les communes, les représentants des partis capitalistes bourgeois (les partis socialiste et communiste compris) s'en chargeront. Cela signifie que les syndicats, au lieu d'être directement contrôlés par les ouvriers dans les usines, seront réglementés d'après les lois et les décrets du gouvernement capitaliste bourgeois.

II

De ce point de vue, on se pose la question: est-il vrai que les ouvriers en Catalogne ont détenu le pouvoir dans les usines après que les anarchistes aient « syndicalisé » la production? Il nous suffit de citer quelques paragraphes

de la brochure « Que sont la C. N. T. et la F. A. I. ? » (publication officielle delà C.N.T. - F. A. I.) pour répondre à cette question. « La direction des entreprises collectivisées repose dans les mains des Conseils d'usine, élus en assemblée générale d'usine. Ces Conseils doivent se composer de cinq à quinze membres. La durée de participation au Conseil est de deux ans...

« Les Conseils d'usine sont responsables devant l'Assemblee plénière de l'entreprise et devant le Conseil général de la branche d'industrie. En commun avec le Conseil général de leur branche d'industrie, ils règlent la marche de la production. En plus, ils règlent les questions des dommages du travail, des conditions de travail, des institutions sociales, etc.

« Le Conseil d'usine désigne un directeur. Dans les entreprises occupant plus de 500 ouvriers, cette nomination doit se faire en accord avec le Conseil économique. Chaque entreprise nomme en plus, comme représentant de la « Généralité » (3), un des membres du Conseil d'usine, en accord avec les ouvriers.

« Les Conseils d'entreprise tiennent au courant de leurs travaux et de leurs plans aussi bien l'Assemblée plénière des, ouvriers que le Conseil général de leur branche d'industrie. Au cas d'incapacité ou de refus d'application des décisions prises, des membres du Conseil d'usine peuvent être destitués par l'Assemblée plénière ou par le Conseil général de leur branche d'industrie.

« si une telle destitution est prononces par le Conseil général de l'industrie, les ouvriers de l'entreprise peuvent en appeler et le I)épartement de l'économie de la Généralité décide du cas après avoir entendu le Conseil économique antifasciste...

« Les Conseils généraux des branches d'industrie sont composés de: 4 représentants des Conseils d'usine, 8 représentants des syndicats suivant les proportions des différentes tendances syndicales dans l'industrie et 4 techniciens envoyés par le Conseil économique antifasciste. Ce comité travaille sous la présidence d'un membre du Conseil économique.

« Les Conseils généraux des industries s'occupent des problèmes suivants: organisation de la production, calcul des prix de revient, éviter la concurrence entre les entreprises, étude des besoins de produits dans l'industrie, étude des marchés intérieurs et extérieurs... étude et propositions sur le terrain des méthodes de travail, suggestions sur la politique douanière, édification de centrales de ventes, acquisition des moyens de travail et des matières premières, attributions de crédits, installations de stations techniques d'essais et de laboratoires, de statistiques de production et des besoins de consornnation, de travaux préliminaires pour le remplacement des matériaux étrangers par des matières espagnoles, etc. (4)»

Il n'est nul besoin de se creuser la tête pour se rendre compte que ces propositions placent toutes les fonctions économiques entre les mains du Conseil économique général. Comme nous l'avons vu, le Conseil économique général antifasciste est constitué de 8 représentants des syndicats: 4 techniciens nommés par le Conseil éConomique général et 4 représentants des Conseils d'usine. Le Conseil économique général antifasciste fut constitué au début de la révolution et se compose de représentants des syndicats et de la petite bourgeoisie (Esquerra, etc.). Seuls les quatre délégués du Conseil d'usine pourraient être considérés comme des représentants directs des ouvriers. Nous notons en outre qu'en cas de renvoi des représentants du Conseil d'usine,

le Conseil d' industrie de la « Generalidad » et le Conseil économique général antifasciste ont une influence décisive. Le Conseil général économique peut destituer des oppositionnels dans les conseils; contre cette mesure, les ouvriers peuvent faire appel auprès du Conseil d'industrie, mais la décision repose en dernier lieu sur le Conseil économique général. Le Conseil d'usine peut désigner un directeur, mais pour les entreprises plus grandes, le consentement du Conseil d'industrie est nécessaire.

Bref, on peut dire que les ouvriers n'ont en réalité aucun pouvoir sur l'organisation et le contrôle des usines. En fait, ce sont les syndicats qui gouvernent. Nous verrons ce que cela signifie.

Considérant les quelques faits susmentionnés, nous sommes incapables de partager l'enthousiasme de la C. N. T. au sujet de « l'évolution sociale ». « Dans les locaux administratifs, palpite la vie d'une révolution véritablement constructive », écrit Rosselli (1) dans « Qu'est-ce que la C. N. T. et la F. A. I. » (pp. 38-39, Éd. allemande). D'après nous, le pouls d'une révolution authentique ne bat pas dans les bureaux administratifs, mais dans les usines. Dans les bureaux bat le cœur d'une vie différente, celle de la bureaucratie.

Nous ne critiquons pas les faits. Les faits, les réalités, sont déterminés par des cirsonstanœs et des conditions qui échappent au contrôle des simples groupes. Que les ouvriers de Catalogne n'aient pas établi la dictature du prolétariat, ce n'est pas de leur faute. La vraie raison réside dans la situation internationale confuse, qui met les ouvriers espagnols en opposition face au reste du monde.

Dans de telles conditions, il est impossible au prolétariat espagnol de se libérer de ses alliés petits-bourgeois. La

révolution était condamnée avant même d'avoir commencé.

Non, nous ne critiquons pas les faits. Nous critiquons cependant les anarchistes pour avoir confondu la situation en Catalogne avec le socialisme. Tous œux qui parlent aux ouvriers de socialisme en Catalogne— en partie parce qu'ils y croient, en partie parce qu'ils ne veulent pas perdre leur influenœ sur le mouvement— empêchent les travailleurs de voir ce qui est en train de se passer en Espagne. Ils ne comprennent rien à la révolution et rendent par là plus difficile le développement des luttes radicales.

Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car œla mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires, Ils n'ont pas d'autre alternative; ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies, ils doivent acœpter toute aide sans regarder d'où elle vient. Ils ne se demandent pas si le résultat de œtte lutte sera le socialisme ou le capitalisme; ils savent seulement qu'ils doivent lutter jusqu'au bout. Seule une petite partie du prolétariat est conscientment révolutionnaire.

Tant que les syndicats organiseront la lutte militaire, les travailleurs les soutiendront; on ne peut pas nier que œla mène à des compromis avec la bourgeoisie, mais c'est considéré comme un mal néœssaire. Le mot d'ordre de la C. N. T.: « D'abord la victoire contre les fascistes, après la révolution sociale », exprime le sentiment encore prédominant parmi les militants ouvriers. Mais ce sentiment peut aussi être expliqué par l'arriération du pays qui rend les compromis avec la bourgeoisie non seulement possibles mais obligatoires pour le prolétariat. Il en résulte que le caractère de la lutte révolutionnaire subit d'énormes transformations et qu'au lieu de tendre

vers le renversement de la bourgeoisie, il mène à la consolidation d'un nouvel ordre capitaliste.

L'AIDE ÉTRANGÈRE ÉTRANGLE LA RÉVOLUTION

La classe ouvrière en Espagne ne lutte pas seulement contre la bourgeoisie fasciste mais contre la bourgeoisie du monde entier. Les pays fascistes, Italie, Allemagne, Portugal et Argentine, soutiennent les fascistes espagnols dans cette lutte avec tous les moyens dont ils disposent. Ce fait suffit à rendre impossible la victoire de la révolution en Espagne. Le poids énorme des Etats ennemis est trop lourd pour le prolétariat espagnol. Si les fascistes espagnols, avec leurs moyens considérables, n'ont pas encore gagné, essuyant même des défaites sur plusieurs fronts, ceci est dû aux livraisons d'armes effectuées par les gouvernements antifascistes. Alors que le Mexique, dés le début, a fourni des munitions et des armes sur une petite échelle, la Russie n'a commencé son aide qu'au bout de cinq mois de guerre. L'aide est arrivée après que les troupes fascistes, équipees avec des armes modernes italiennes et allemandes et soutenues, de plus, par tous les moyens dont disposaient les pays fascistes, aient fait reculer les milices antifascistes. Cela permit de continuer à lutter, ce qui obligea l'Italie et l'Allemagne à envoyer encore plus d'armes, et même des troupes. De œ fait, ces pays sont devenus de plus en plus influents dans la situation politique. La France et l'Angleterre, inquiètes à cause des relations avec fleurs colonies, ne pouvaient se désintéresser d'une telle évolution La lutte en Espagne prend le caractère d'un conflit international entre les grandes puissances impérialistes qui, ouvertement ou secrètement, participent à la guerre pour défendre d'anciens privilèges ou pour en conquérir de nouveaux.

Des deux côtés, les forces antagonistes en Espagne reçoivent des armes et un soutien matériel. On ne peut pas encore discerner quand et où cette lutte va prendre fin.

En attendant, œtte aide de l'étranger sauve les travailleurs espagnols en même temps qu'elle donne à la révolution son coup de grâce. Les armes modernes de l'étranger ont placé la lutte sur le terrain militaire et, en consequenœ, le prolétariat espagnol a été soumis aux intérêts impérialistes et, avant tout, aux intérêts russes. La Russie n'aide pas le gouvernement espagnol pour favoriser la révolution, mais pour empocher la croissance de l'influenœ italienne et allemande dans la zone méditerranéenne. Le blocus des navires russes et la saisie de leurs cargaisons montre clairement à la Russie ce qui l'attend quand elle laissera la victoire à l'Allemagne et l'Italie.

La Russie essaie de s'implanter en Espagne. Nous ne ferons qu'indiquer comment, de par la pression qu'elle exerce, les ouvriers espagnols sont en train de perdre graduellement leur influence sur le déroulement des événements, comment les comités de miliœ sont dissous, le P. O. U. M. exclu du gouvernement et la C. N. T. ligotée.

Depuis des mois, on refuse des armes et des munitions au P. O. U. M. et à la C. N. T. sur le front d'Aragon. Tout cela prouve que le pouvoir dont dépendent matériellement les antifascistes espagnols dirige aussi la lutte des ouvriers. Ces derniers, s'ils peuvent essayer de se débarrasser de l'influence de la Russie, ne peuvent se passer de son aide, et, en dernier ressort, ils doivent accèder à toutes ses demande,. Tant que les ouvriers de I 'étranger ne se révoIteront pas contre leur propre bourgeoisie, apportant ainsi un soutien actif à la lutte en

Espagne, les ouvriers espagnols devront sacrifier leur but socialiste.

La cause réelle de la faillite interne de la révolution espagnole s'explique par sa dépendance vis-à-vis de l'aide matérielle des pays capitalistes (ici, le capitalisme d'État russe). Si la révolution s'étendait à l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, alors les choses auraient un autre aspect. Si la contre-révolution était écrasée dans les zones industrielles les plus importantes, comme elle l'est maintenant à Madrid, en Catalogne, aux Asturies, alors le pouvoir de la bourgeoisie fasciste serait brisé. Des troupes de gardes blancs pourraient certainement mettre la révolution en danger, mais non plus la battre. Des troupes qui ne s'appuient pas sur une puissance industrielle suffisante perdent vite tout pouvoir. Si la révolution prolétarienne s'effectuait dans les zones industrielles les plus importantes, les travailleurs ne dépendraient pas du capital étranger. Ils pourraient se saisir de toult le pouvoir. Ainsi, nous disons une fois de plus que la révolution prolétarienne ne peut être vigoureuse que si elle est internationale. Si elle reste confinée à une petite région, elle sera ou écrasée par les armes, ou dénaturée par les intérêts impérialistes. Si la révolution prolétarienne est assez forte à l'échelle internationale, alors elle n'a plus besoin de craindre la dégénérescence dans le sens d'un capitalisme d'État ou privé. Dans la partie suivante, nous traiterons des questions qui se poseraient dans ce cas.

LA LUTTE DE CLASSES DANS L'ESPAGNE « ROUGE »

Bien que nous ayons montré dans la partie précédente comment la situation internationale forçait les ouvriers espagnols à des compromis avec la bourgeoisie, nous

n'en avons cependant pas conclu que la lutte de classes était terminée en Espagne. Au contraire, elle continue sous le couvert du front populaire antifasciste, comme le prouvent les assauts de la bourgeoisie contre chaque bastion des comités ouvriers, et le durcissement des positions du gouvernement. Les ouvriers de l'Espagne « rouge » ne peuvent rester indifférents à ce processus; de leur côté, ils doivent essayer de conserver les positions conquises pour éviter les empiétements futurs de la bourgeoisie et pour donner une nouvelle orientation révolutionnaire aux événements. Si les ouvriers en Catalogne ne s'opposent pas à la progression de la bourgeoisie, leur défaite totale est certaine. Si le gouvernement de front populaire battait éventuellement les fascistes, il utiliserait tout son pouvoir pour écraser le prolétariat. La lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie continuerait mais dans des conditions bien pires pour le prolétariat; parce que la bourgeoisie « démocratique », après avoir laissé les travailleurs remporter la victoire contre les fascistes, retournerait ensuite toutes ses forces contre le prolétariat. La désintégration systématique du pouvoir des ouvriers se poursuit depuis des mois; et dans les discours de Caballero, on peut déjà entrevoir le sort que réserve aux travailleurs le gouvernement actuel, une fois qu'ils lui auront donné la victoire.

Nous avons dit que la révolution espagnole ne peut être victorieuse que si elle devient internationale. Mais les ouvriers espagnols ne peuvent pas attendre que la révolution commence en d'autres points d'Europe; ils ne peuvent pas attendre l'aide qui, jusqu'à présent, est restée un vœu pieux. Ils doivent maintenant, tout de suite, défendre leur cause non seulement contre les fascistes, mais contre leurs propres alliés bourgeois. L'organisation

de leur pouvoir est aussi une nécessité urgente dans la situation actuelle.

Comment le mouvement des ouvriers espagnols répondil à cette question? La seule organisation qui y donne une réponse concrète est le P. O. U. M. Il fait de la propagande pour l'élection d'un congrès général des conseils, dont sortira un gouvernement véritablement prolétarien. A cela, nous répondons que les bases d'un tel programme n'existent pas encore. Les prétendus « conseils ouvriers », dans la mesure où ils ne sont pas encore liquidés, sont pour la plupart sous l'influence de la Generalidad, qui a un contrôle serré sur leurs membres. Même si elle avait lieu, l'élection de ce congrès ne garantirait pas le pouvoir des ouvriers sur la production. Le pouvoir social n'est pas le simple contrôle du gouvernement. Pour se maintenir, le pouvoir prolétarien doit s'exercer dans tous les domaines de la vie sociale. Le pouvoir politique central, pour grande que soit son importance, n'est qu'un des moyens de le réaliser. Si les ouvriers doivent organiser leur pouvoir contre la bourgeoisie, ils doivent commencer par le commencement. D'abord, ils doivent libérer leurs organisations d'usine de l'influence des partis et des syndicats officiels, parce que ces derniers rattachent les ouvriers au gouvernement actuel et, par là, à la société capitaliste, Ils doivent essayer, à travers leurs organisations d'usine, de pénétrer chaque secteur de la vie sociale. Sur œtte base seulement, il est possible de batir le pouvoir prolétarien; sur cette base seulement, peuvent travailler en harmonie les forœs de la classe ouvrière.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION

Les questions de l'organisation politique et économique sont indissociables. Les anarchistes, qui niaient la nécessité d'une organisation politique, ne pouvaient donc pas résoudre les problèmes de l'organisation économique. Il y a interrelation entre le problème de la liaison du travail dans les différentes usines, et celui de la circulation des biens, dans la mesure où le pouvoir politique ouvrier est en cause. Les travailleurs ne peuvent pas établir leur pouvoir dans les usines sans construire un pouvoir politique ouvrier et œ dernier ne peut se maintenir comme tel que s'il a ses racines dans la formation de conseils d'usine. Ainsi, une fois démontrée la nécessite de la construction d'un pouvoir politique, on peut s'interroger sur la forme que revêtira ce pouvoir prolétarien, sur la manière dont il intègre la société et dont il s'exprime à partir des usines. Supposons que les ouvriers des principales zones industrielles, par exemple en Europe, prennent le pouvoir et écrasent ainsi quasiment la puissance militaire de la bourgeoisie. La menace extérieure la plus grave pour la révolution se trouverait donc écartee. Mais comment les ouvriers, en tant que propriétaires collectifs des ateliers doivent-ils remettre la production en marche pour satisfaire les besoins de la société? Pour cela, on a besoin de matières premières; mais d'où viennent-elles? Une fois le produit fabriqué, ou doit-on l'envoyer? Et qui en a besoin? On ne pourrait résoudre aucun de ces problèmes si chaque usine devait fonctionner isolément. Les matières premières destinées aux usines viennent de toutes les parties du monde, et les produits résultant de ces matières sont consommés dans le monde entier. Comment les ouvriers vont-ils savoir où se procurer ces matières premières? Comment vont-ils trouver des consommateurs pour leurs produits? Les produits ne peuvent pas être fabriqués au hasard. Les ouvriers ne

peuvent livrer des produits et des matières premières sans savoir si les deux vont être utilisés d'une facon appropriée. Pour que la vie économique ne s'arrête pas immédiatement, il faut mettre au point une méthode pour organiser la circulation des marchandises.

C'est là que réside la difficulté. Dans le capitalisme, cette tâche est accomplie par le marché libre et au moyen de l'argent. Sur le marché, les capitalistes, en tant que propriétaires des produits, s'affrontent les uns aux autres; c'est là que sont déterminés les besoins de la société: l'argent est la mesure de ces besoins. Les prix expriment Ia valeur approximative des produits. Dans le communisme, ces formes économiques, qui découlent de la propriété privée et y sont liées, disparaitront. La question qui se pose est donc: comment doit-on fixer, déterminer les besoins de la société sous le communisme?

Nous savons que le marché libre ne peut remplir son rôle que dans certaines limites. Les besoins qu'il mesure ne sont pas déterminés par les besoins réels des gens mais par le pouvoir d'achat des possesseurs et par les salaires que reçoivent les ouvriers. Sous le communisme, par contre, ce qui comptera, ce seront les besoins réels des masses et non le contenu des portefeuilles.

Il est clair maintenant que les besoins réels des masses ne peuvent être déterminés par aucune sorte d'appareil bureaucratique, mais par les ouvriers eux-mêmes. La première question que cette constatation soulève est, non pas de savoir si les ouvriers sont capables de réaliser cette tâche, mais qui dispose des produits de la société. Si l'on permet à un appareil bureaucratique de déterminer les besoins des masses, il se créera un nouvel instrument de domination sur la classe ouvrière. C'est pourquoi il est essentiel que les ouvriers s'unissent dans des

coopératives de consommateurs et créent ainsi l'organisme qui exprimera leurs besoins. Le même principe vaut pour les usines; les ouvriers, unis dans les organisations d'usine, établissent la quantité de matières premières dont ils ont besoin pour les produits qu'ils doivent fabriquer. Il n'y a donc qu'un moyen sous le communisme pour établir les besoins réels des masses; l'organisation des producteurs et des consommateurs en conseils d'usine et conseils de consommateurs.

Cependant, il ne suffit pas aux ouvriers de savoir de quoi ils ont besoin pour leur subsistance, ni aux ateliers de connaître la quantité nécessaire de matières premières. Les usines échangent leurs produits; ceux-ci doivent passer par différentes phases, par plusieurs usines avant d'entrer dans la sphère de consommation. Pour rendre possible ce procés, il est nécessaire, non seulement d'établir des quantités, mais aussi de les gèrer. Ainsi, nous en venons à la deuxième partie du mécanisme qui doit se substituer au marché libre; c'est-à-dire la « comptabilité » sociale générale. Cette comptabilité doit inclure la situation de chaque usine et conseil de consommateurs, pour donner un tableau clair qui permette d'avoir une connaissanœ complète des besoins et des possibilités de la société.

Si l'on ne peut pas rassembler et centraliser ces données, alors toute la production sera plongée dans le chaos quand [sera abolie la propriété privée et, avec elle, le marché libre. Seuls l'organisation de la production et de la distribution par des conseils de producteurs et de consornmateurs, et l'établissement d'une comptabilité centralisée permettront d'abolir le marché libre.

Nous avons vu qu'en Russie, le « marché libre » s'est maintenu, malgré toutes les mesures de suppression décrétées par les bolcheviks, parce que les organes qui

étaient supposés le remplacer ne fonctionnèrent pas. En Espagne, I'impuissanœ des organisations à bâtir une production communiste est clairement démontrée par l'existence du marché libre. L'ancienne forme de propriété a maintenant un autre visage. A la plaœ de la propriété personnelle des moyens de production, les syndicats jouent en partie le rôle des anciens propriétaires, sous une forme légèrement modifiée. La forme est changée, mais le système demeure.La propriété en tant que telle n'est pas abolie. L'échange des marchandises ne disparaît pas. Voici le grand danger qu'affronte à l'intérieur la révolution espagnole.

Les ouvriers doivent trouver une nouvelle forme de distribution des biens. S'ils maintiennent les formes actuelles, ils ouvrent la voie à une restauration complète du capitalisme. Si jamais les ouvriers établissaient une distribution centrale des biens ils devraient garder cet appareil central sous leur contrôle, car, créé dans le simple but d'établir des registres et des statistiques, il aurait la possibilité de s'approprier le pouvoir et de se transformer en instrument de coercition contre les ouvriers. Ce processus serait le premier pas vers un capitalisme d'État.

LA PRISE EN CHARGE DE LA PRODUCTION PAR LES SYNDICATS

Cette tendanœ a été clairement discernée en Espagne. Les permanents syndicaux peuvent disposer de l'appareil de production. Ils ont aussi une influence décisive sur les affaires militaires. L'influenœ des ouvriers dans la vie économique ne va pas plus loin que l'influence qu'ont leurs syndicats; et le fait que les mesures syndicales n'aient pas réussi à menacer sérieusement la propriété privée, illustre bien les limites de cette influence. Si les

ouvriers prennent en charge l'organisation de la vie économique, un de leurs premiers actes sera dirigé contre les parasites. Le pouvoir magique de l'argent, qui ouvre toutes les portes, qui réduit tout à l'état de marchandises, disparaîtra. Un des premiers actes des travailleurs sera donc, sans doute, la création d'une sorte de bons de travail. Ces bons ne pourront être obtenus que par ceux qui accomplissent un travail utile (Des mesures spéciales concernant les vieillards, les malades, les enfants, etc., s'imposeront œrtainement.)

En Catalogne, cela ne s'est pas produit. L'argent demeure le moyen d'échange des biens. On a introduit un certain contrôle sur la circulation des marchandises, qui n'a profité en rien aux travailleurs: ils se sont vus contraints d'apporter leurs maigres possessions au mont-de-piété, pendant que les propriétaires fonciers, par exemple, touchaient des rentes qui se montaient à environ 4 % de Sur capital (« L'Espagne antifasciste », 10 octobre).

Évidemment, les syndicats ne pouvaient pas prendre d'autres mesures sans menacer l'unité du front antifasciste. On peut aussi penser, comme y incite le caractère libertaire de la C. N. T., que les syndicats regagneront œrtainement le terrain perdu, une fois qu'ils auront vaincu les antifascistes et accompli toutes les réformes néœssaires. Mais raisonner de cette façon, c'est commettre les mêmes erreurs que les différentes variétés de bolcheviks, qu'elles soient de gauche ou de droite. Les mesures accomplies jusqu'à présent prouvent clairement que les ouvriers n'ont pas le pouvoir. Qui prétendra que le même appareil qui aujourd'hui domine les ouvriers, leur donnera volontairement le pouvoir le jour où le fascisme aura été écrasé?

Sans doute, la C. N. T. est libertaire. Même si nous supposons que les permanents de cette organisation sont

prêts à abandonner leur pouvoir dés que la situation militaire le permettra, qu'est-œ que cela changera réellement? Le pouvoir, en effet, n'est pas aux mains d'un quelconque leader, il appartient au grand appareil, composé d'innombrables « chefaillons » qui détiennent les positions clés et les postes secondaires. Ils sont capables, si on les chasse de leurs postes privilégiés, de bouleverser complètement la production. Voici soulevé le problème qui eut un rôle si important dans la révolution russe. L'appareil bureaucratique sabota la vie éconornique entière tant que les ouvriers eurent le contrôle des usines. Il en est de même pour l'Espagne.

Tout l'enthousiasme que manifeste la C. N. T. en faveur du droit à l'autogestion dans les usines, n'empêche pas que ce sont les comités syndicaux qui, en fait, assument la fonction de l'employeur et qui, par conséquent, doivent jouer le rôle d'exploiteurs du travail. Le système salarial est maintenu en Espagne. Seul l'aspect en a changé: auparavant au service des capitalistes, le travail salarié est maintenant au service des syndicats. en voici comme preuve quelques citations extraites d'un article de « I'Espagne antifasciste », n° 24, 28 novembre 1936, intitulé « La Révolution s'organise elle-même »:

« Le plenum provincial de Grenade s'est réuni à Cadix, du 2 octobre au 4 octobre 1936; et a adopté les résolutions suivantes:

5) Le comité d'union des syndicats contrôlera la production dans son ensemble d'agriculture comprise). Dans ce but, tout le matériel nécessaire aux semailles et à la moisson sera mis à sa disposition.

6) Comme point de départ de la coordination entre régions, chaque commission doit rendre possible l'échange des marchandises en comparant leurs valeurs sur la base des prix en cours.

7) Pour faciliter le travail, le comité doit établir le relevé statistique de ceux qui sont aptes au travail afin de savoir sur quel potentiel il peut compter et comment doit être rationnée la nourriture en fonction de la taille des familles.

8) La terre confisquée est déclarée propriété collective. Par ailleurs, la terre de ceux qui ont des capacités physiques et professionnelles suffisantes, ne peut être saisie. Ceci pour obtenir une rentabilité maximale. » (En outre, la terre des petits propriétaires ne peut pas être confisque La saisie doit être accomplie en présence des organes de la C. N. T. et de l'U. G. T.)

Ces résolutions doivent être comprises comme une sorte de plan d'après lequel le comité d'union des syndicats organisera la production. Mais en même temps, nous devons faire remarquer que la direction des petites exploitations, aussi bien que celle des grandes où doit être garantie une rentabilité maximale, restera aux mains des anciens propriétaires. Le reste de la terre doit servir à des buts communautaires. En d'autres termes, elle doit être placée sous le contrôle des commissions du syndicat. De plus, le comité d'union des syndicats obtient le contrôle sur la production dans sa totalité. Mais pas un mot n'indique le rôle que doivent jouer les producteurs eux-mêmes dans ce nouveau type de production. Ce problème ne semble pas exister pour I'U.G. T. Pour eux, il ne S'agit au que de l'établissement d'une autre direction, à savoir la direction du comité de i'union des syndicats qui fonctionne encore sur la base du travail salarié. C'est la question du maintien du salariat qui détermine le cours de la révolution prolétarienne. Si les ouvriers demeurent des ouvriers salariés comme auparavant, même au service d'un comité établi par leur propre syndicat, leur position dans le système de production demeure inchangée. Et la révolution

s'écartera de son orientation prolétarienne à cause de la rivalité inévitable qui surgira entre les partis ou les syndicats pour s'assurer le contrôle de l'économie. On peut donc alors se demander jusqu'à quel point les syndicats peuvent être considérés comme les représentants authentiques des travailleurs; ou, en d'autres termes, quelle influence ont les ouvriers sur les comités centraux des syndicats qui dominent la vie économique tout entière.

La réalité nous enseigne que les ouvriers perdent toute influence ou tout pouvoir sur ces organisations, même si, dans le meilleur des cas, tous les ouvriers sont organisés dans la C. N. T. ou l'U. G. T. et s'ils élisent leurs comités eux-mêmes. Car les syndicats se transforment graduellement dés qu ils fonctionnent en tant qu'organes autonomes du pouvoir. Ce sont les comités qui déterminent toutes les normes de production et de distribution sans en être responsables devant les ouvriers qui les ont élevés à ces postes, mais qui n'ont en aucun cas la possibilité de les révoquer à leur gré. Les comités obtiennent le droit de disposer de tous les moyens de production nécéssaires au travail, et de tous les produits finis, tandis que le travailleur ne recoit que le montant du salaire défini d'après le travail accompli. Le problème pour les ouvriers: espagnols consiste donc, jusqu'à présent, à préserver leur pouvoir sur les comités syndicaux qui règlent la production et la distribution. Or, on voit que la propagande anarcho-syndicaliste s'exprime dans un sens tout à fait contraire; elle mamtient que tous les obstacles seront surmontés quand les syndicats auront en mains la direction totale de la production. Pour les anarcho-syndicalistes, le danger de formation d'une bureaucratie existe au niveau des organes de l'Etat, mais non des syndicats. Ils croient que les idées libertaires rendent impossible un tel processus.

Mais au contraire, il a été démontré - et pas seulement en Espagne - que les néœssités matérielles font rapidesment oublier les idées libertaires. Même les anarchistes confirment le développement d'une bureaucratie. « L'Espagne antifasciste », dans son n°1 de janvier, contient un article extrait de Tierra y Libertad (organe de la F. A. I.), dont nous citons ce qui suit:

« Le dernier plenum de la « fédération régionale » des groupes anarchistes en Catalogne a exposé clairement la position de l'anarchisme faœ aux exigences présentes. Nous publions toutes ces conclusions, suivies de brefs commentaires. »

L'extrait suivant est tiré de ces résolutions commentées:

« 4) Il est néœssaire d'abolir la bureaucratie parasitaire qui s'est grandement développée dans les organes de l'État, A tous les échelons

« L'État est l'éternel berceau de la bureaucratie, Aujourd'hui, cette situation devient critique au point de nous entraîner dans un courant qui menaœ la révolution. La collectivisation des entreprises, l'établissement de conseils et de commissions ont favorise l'épanouissement d'une nouvelle bureaucratie d'origine ouvrière. Négligeant les tâches du socialisme et n'ayant plus rien de révolutionnaire, ces éléments qui dirigent les lieux de production ou les industries en dehors du contrôle syndicat, agissent fréquemment comme des bureaucrates disposant d'une autorité absolue, et se comportent comme de nouveaux patrons. Dans les bureaux nationaux et locaux, on peut observer le pouvoir croissant de ces bureaucrates Un tel état de choses doit prendre fin. C'est la tâche des syndicats et des ouvriers que d'enrayer ce courant de bureaucratisme. C'est l'organisation syndicale qui doit résoudre ce problème. Les « parasites » doivent disparaître de la nouvelle

société. Notre devoir le plus urgent est de commencer la lutte sans plus tarder avec détermination. »

Mais chasser la bureaucratie par l'intermédiaire des syndicats revient à vouloir chasser le démon par Belzébuth car ce sont les conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir, et non des dogmes idéalistes, qui déterminent le déroulement des événements. L'anarcho-syndicalisme espagnol, nourri de doctrines anarchistes, se déclare lui-même pour le communisme libre et opposé à toutes les formes de pouvoir centralisé; cependant, son propre pouvoir se trouve concentré dans les syndicats et c'est donc par l'intermédiaire de ces organisations que les anarcho-syndicalistes réaliseront le communisme « libre ».

L'ANARCHO-SYNDYCALISME

Ainsi, nous avons vu que la pratique et la théorie de l'anarcho-syndicalisme différent totalement. Cela était déjà manifeste quand la C. N. T. et la F. A. I., pour consolider leur position, durent renoncer peu à peu à leur « antipolitisme » passé. Le même décalage s'observe maintenant dans la « structure économique » de la révolution.

En théorie, les anarcho-syndicalistes se prétendent l'avant-garde d'un communisme « libre ». Toutefois, pour faire fonctionner les entreprises « libres » dans l'intérêt de la révolution, ils sont contraints d'arracher leur liberté à ces entreprises et de subordonner la production à une direction centralisée. La pratique les contraint d'abandonner leur théorie ce qui prouve que cette théorie n'était pas adaptée à la pratique.

Nous trouverons l'explication de ce décalage en nous livrant à une critique radicale de ces théories du

communisme « libre». qui sont, en dernière analyse, les conceptions de Proudhon, adaptées par Bakounine aux méthodes de production modernes.

Les conœptions socialistes avancées par Proudhon il y a œnt ans, ne sont que les conceptions idéalistes du petit-bourgeois qui voyait dans la libre concurrence entre petites entreprises le but idéal du développement économique. La libre concurrenœ devait automatiquement supprimer tous les privilèges du capital financier et du capital foncier. Ainsi, toute direction œntrale devenait superflue: les profits disparaîtraient et chacun recevrait le « fruit intégral de son travail », puisque, d'après Proudhon, seuls les monopoles réalisent le profit. « Je n'ai pas l'intention de supprimer la propriété privée, mais de la socialiser; c'est-à-dire, de la réduire à de petites entreprises et de la priver de son pouvoir. » Proudhon ne condamne pas les droits de propriété en tant que tels; il voit la « liberté réelle » dans la libre disposition dés fruits du travail et condamne la propriété privée seulement en tant que privilège et pouvoir, en tant que droit du maître. (Gottfried Salomon: Proudhon et le socialisme, p. 31). Par exemple, pour éliminer le monopole de l'argent, Proudhon avait imaginé l'établissement d'une banque de crédit central pour le crédit mutuel des producteurs, supprimant ainsi le coût de l'argent-crédit. Cela rappelle l'afflrmation de «L'Espagne antifasciste » du 10 octobre:

« Le syndicat C. N. T. des employés de la banque de crédit de Madrid propose la transformation immédiate de toutes les banques ell institutions de crédit gratuit pour la classe ouvrière, c'est-à-dire contre une compensation annuelle de 2 %,.. »

Cependant, l'influence de Proudhon sur la conception des anarcho-syndicalistes ne se limite pas à ces questions

relativement secondaires. Son socialisme constitue fondamentalement la base de la doctrine anarcho-syndicaliste, avec quelques révisions nécessitées par les conditions modernes de l'économie hautement industrialisée.

Dans sa perspective du « socialisme de libre concurrenœ », la C. N. T. conçoit simplement les entreprises comme des unités indépendantes. Il est vrai que les anarcho-syndicalistes ne veulent pas revenir à la petite entreprise. Ils proposent de la liquider, ou bien de la laisser mourir de mort naturelle quand elle ne fonctionne plus assez rationnellement. Pourtant, il suffit de remplacer les « pe tites entreprises » de Proudhon par les « grandes entrepri ses » et les « artisans » par les « syndicats ouvriers », pour avoir une image du socialisme vu par la C. N. T.

LA NÉCESSITÉ D'UNE PRODUCTION PLANIFIÉE

En réalité, ces theories sont utopiques. Elles sont particulièrement inapplicables à la situation espagnole. La libre concurrence, A ce stade de développement, n'est plus possible, et encore moins dans un contexte de guerre et de chaos comme en Catalogne. Là où un certain nombre d'entreprises ou de communautés entières se sont libérées et sont devenues indépendantes du reste du système de production - en réalité avec pour seul résultat d'exploiter leurs consommateurs - la C. N. T. et la F. A. l. doivent maintenant subir les conséquences de leurs théories économiques. Elles y sont contraintes pour éviter l'éclatement du front uni antifasciste, qui serait trés dangereux en un moment où la guerre civile exige l'union de toutes les forces. Les anarcho-syndicalistes n'ont d'autre issue que celle déjà adoptée par les bolcheviks et les sociaux-democrates, à savoir: l'abolition de l'indépendance des entreprises et leur

subordination à une direction économique centrale. Que cette direction soit assumée par leurs propres syndicats ne dimnue en rien la portée d'une telle mesure. Un système centralisé de production où les ouvriers ne sont que des salariés, reste, n'en déplaise à la C. N. T., un système fonctionnant sur les principes capitalistes.

Cette contradiction entre la théorie des anarcho-syndicalistes et leur pratique est due en partie à leur incapacité à résoudre les problèmes les plus importants que pose la révolution prolétarienne dans le domaine de l'organisation économique, à savoir: comment, et sur quelle base, sera déterminée la répartition de la production sociale totale entre tous les producteurs? D'après la théorie anarcho-syndicaliste cette répartition devrait être déterminée par les entreprises indépendantes formées d'individus libres, grâce à l'intervention du « capital libre », le marché restituant par l'intermédiaire de l'échange la valeur intégrale de la production mise en circulation. Ce principe fut maintenu alors que la nécessité d'une production planifiée - et par conséquent d'une comptabilité centrale - s'imposait depuis longtemps. Les anarcho-syndicalistes reconnaisent la nécessité de planifier la vie économique et pensent que cela est irréalisable sans une centralisation comptable impliquant un recensement statistique des facteurs productifs et des besoins sociaux. Cependant, ils omettent de donner une base effective à ces nécessités statistiques. Or, on sait que la production ne peut être comptabilisée statistiquement ni planifiée sans une unité de mesure applicable aux produis

MODE DE PRODUCTI0N BOLCHEVISTE CONTRE MODE DE PRODUClION COMMUNISTE

Le communisme règle sa production sur les besoins des larges masses. Le problème de la consommation individuelle et de la répartition des matières premières et des produits semi-finis entre les diverses entreprises ne peut être résolu grace à l'argent, comme dans le système capitaliste. L'argent est l'expression de certains rapports de propriété privée. L'argent assure une certaine part du produit social à son possesseur. Cela vaut pour les individus comme pour les entreprises. Il n'y a pas de propriété privée des moyens de production dans le communisme; néanmoins, chaque individu aura droit à une certaine part de la richesse sociale pour sa consommation et chaque usine devra pouvoir disposer des matières premières et des moyens de production nécessaires. Comment cela doit-il s'accomplir? Les anarcho-syndicalistes répondent vaguement en se référant aux méthodes statistiques. Nous touchons là un problème très important pour la révolution prolétarienne. Si les ouvriers se fiaient simplement à un « bureau statistique » pour déterminer leur part, ils créeraient ainsi un pouvoir qu'ils ne pourraient plus contrôler.

Nous abordons ici la question suivante: comment est il possible d'unir, d'accorder ces deux principes qui semblent contradictoires à première vue, à savoir: tout le pouvoir aux ouvriers, ce qui implique un fédéralisme - (concentré) et la planification de l'économie, qui revient à une centralisation extrême? Nous ne pouvons résoudre ce paradoxe qu'en considérant les fondements réels de la production sociale dans sa totalité. Les travailleurs ne donnent à la société que leur force de travail. Dans une société sans exploitation, comme la société communiste, le seul étalon pour déterminer la consommation individuelle sera Ia force de travail fournie par chacun à la société.

Dans le procés de production, les matières premières sont converties en biens de consommation par la force de travail qui vient s'y ajouter. Un bureau statistique serait complètement incapable de déterminer la quantité de travail incorporée dans un produit donné Le produit est passé par de multiples stades, en outre, un nombre immense de machines, outils, matières premières et produits semi-finis ont servi à sa fabrication. S'il est possible à un bureau statistique central d'assembler toutes les données nécessaires en un tableau clair, comprenant toutes les branches du procés de production, les entreprises ou les usines sont bien mieux placées pour déterminer la quantité de travail cristallisée dans les produits finis, en calculant le temps de travail compris dans les matières premières et celui qui est nécessaire la production de nouveaux produits. A partir du moment où toutes les entreprises sont reliées entre elles dans le procés de production, il est facile à une entreprise donnée de déterminer la quantité totale de temps de travail nécessaire pour un produit fini, en se basant sur les données disponibles. Mieux encore, il est trés facile de calculer le temps de travail moyen social en divisant la quantité de temps de travail employé par la quantité de produits. Cette moyenne représente le facteur final déterrninant pour le consommateur. Pour avoir droit à un objet d'usage, il devra simplement prouver qu'il a donné à la société, sous une forme différente, la quantité de temps de travail cristallisée dans le produit qu'il désire. Ainsi se trouve supprimée l'exploitation. chacun recoit ce qu'il a donné, chacun donne ce qu'il reçoit: c'est-à-dire, la même quantité de temps de travail moyen social. Dans la société communiste il n'y a pas de place pour un bureau statistique central, ayant le pouvoir d'établir « la part » reversant aux différentes catégories de salariés.

La consommation de chaque travailleur n'est pas déterminee « d'en haut »; chacun détermine lui-même par son travail combien il peut demander à la société. II n'y a pas d'autre choix dans la société communiste, tout au moins pendant le premier stade. Des bureaux statistiques ne peuvent servir qu'à des fins administratives. Ces bureaux peuvent, par exemple, calculer les valeurs moyennes sociales en accord avec les données obtenues à partir des usines; mais ils sont des entreprises au même titre que les autres. Ils ne détiennent pas de privilèges. Il est absurde d'imaginer qu'une société communiste pourrait tolérer un bureau central doté d'un pouvoir exécutif; en effet, dans de telles conditions, il ne peut exister que l'exploitation, l'oppression, le capitalisme.

Nous voulons mettre ici l'accent sur deux points:

1. S'il en résultait une autre dictature, celle-ci ne ferait que refléter les rapports fondamentaux de production et de distribution dominant dans la société.

2. Si le temps de travail n'est pas la mesure directe de la production et de la distribution, si l'activité économique est seulement dirigée par un « bureau de statistiques » établissant la ration des travailleurs, alors cette situation conduit à un système d'exploitation.

Les syndicalistes sont incapables de résoudre le problème de la distribution. Ce point n'est abordé qu'en une seule occasion, dans la discussion sur la reconstruction économique parue dans « L'Espagne antifasciste » du 11 décembre 1936:

« Au cas où on introduirait un moyen d'échange qui n'aurait aucune ressemblance avec l'argent actuel et qui ne servirait qu'à simplifier l'échange, ce moyen d'échange serait administré par un « conseil du crédit ». »

On ignore complètement la nécessité d'une unité comptable qui permette l'évaluation des besoins sociaux, et, par là même, la mesure de la consommation et de la production. Dans œ cas, le moyen d'échange a pour seule fonction de simplifier le procés d'échange. Comment cela se réalise, reste un mystère.

On ne nous dit rien non plus sur la manière de calculer la valeur des produits à partir d'un tel moyen d'échange; on n'établit aucun critère pour évaluer les besoins des masses; on ne sait si la répartition sera déterminée par des conseils d'usines ou des organisations de consommateurs, ou bien par les techniciens des bureaux administratifs. Par contre, l'équipement technique de l'appareil productif est décrit avec force détail. C'est ainsi que les syndicalistes ramènent tous les problèmes économiques à de simples problèmes techniques.

Il existe dans ce domaine une étroite ressemblance entre les syndicalistes et les bolcheviks; le point central pour eux, c'est l'organisation technique de la production. La seule différence entre les deux conceptions est que celle des syndicats est plus naïve. Mais toutes les deux essaient d'éluder la question de l'élaboration de nouvelles lois de fonctionnement économique. Les bolcheviks sont seulement capables de répondre concrètement à la question de l'organisation technique, en prônant une centralisation absolue sous la direction d'un appareil dictatorial. les syndicalistes, de leur côté, dans leur désir « d'indépendance des petites entreprises », ne peuvent même pas résoudre ce problème. Lorsqu'ils s'efforcent de le faire, ils sacrifient en réalité le droit à l'autodétermination des ouvriers Le droit à l'autodétermination des ouvriers dans les usines est incompatible avec une direction centralisèz; et ce, tant que les fondements du capitalisme, l'argent et la production de marchandises, ne seront pas abolis et

qu'un nouveau mode de production, fondé sur le temps de travail moyen social ne viendra pas s'y substituer. Pour accomplir cette tâche, les ouvriers ne doivent pas compter sur l'aide des partis, mais seulement sur leur action autonome.

Tiré de Raetekorrespondenz N°21. Avril 1937.

---

notes

(1) "Gauche républicaine". Principal parti catalan. Représentant de la petite bourgeoisie.

(2) Parti ouvrier d'unification marxiste, organisation assez proche du trotskysme, principale victime des exactions staliniennes.

(3)"La généralidad" gouvernement de la Catalogne.

(4) "Que sont la C.N.T. et la F.A.I.?", traduit dans Catalogne libertaire 1936-1937, A. et D PRUDHOMMEAUX, Cahiers Spartacus n°11, novembre 1940, p.57-58.